

*Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi*

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Regan:** Désolé de vous contredire.

**M. Mazankowski:** Le Programme énergétique national est en rapport direct avec cette question. Il est l'exemple même de l'interventionnisme de l'État, de la politique de centralisation qui veut que le gouvernement ou les organismes publics, quels qu'ils soient, sachent choisir la meilleure solution.

• (1610)

Si je ne mâche pas mes mots, c'est que j'ai été témoin des effets du Programme énergétique national. Mon collègue de Wetaskiwin (M. Schellenberger) en a longuement parlé. Il vit dans une région qui en a souffert directement et indirectement. Les petites industries, les petites entreprises ont été durement touchées. Le Programme énergétique national passera à l'histoire comme le désastre des années 80, créé de toutes pièces par l'homme; de cela on ne saurait douter.

Les néo-démocrates appuient ce programme. Ils en approuvent les objectifs, même s'il a détruit l'industrie pétrolière de la Saskatchewan. Ils sont si idiots, si stupides et si doctrinaires dans leur attitude qu'ils se moquent des effets que le Programme énergétique national a sur le petit patron, la petite industrie, le soudeur et le fabricant, et ils l'appuient quand même.

De quelle liberté jouissent les employés de ces petites compagnies qui ont perdu leur emploi? Ce secteur a été anéanti par le programme. Les multinationales n'ont pas été touchées. Ceux qui ont été touchés, ce sont les petites entreprises canadiennes, les camionneurs, les soudeurs, les conducteurs de bulldozer, les travailleurs de la construction, les employés du secteur tertiaire, les monteuses d'installations de forage, les foreurs, ceux qui construisent des clôtures et aménagent des droits de passage. Voilà ceux qui ont été touchés. Ils sont tous Canadiens et travaillent pour des compagnies canadiennes.

Comme le disait mon collègue, ce programme est loin de donner de bons résultats. Au contraire, il anéantit les entreprises canadiennes rentables associées avec tant de succès à l'industrie pétrolière. Les travaux de prospection ont diminué de 25 à 30 p. 100 en 1981. Ils diminueront encore de 10 ou 15 p. 100 en 1982. Tout cela au nom de la canadianisation. Cette politique ne produit nullement le résultat escompté, au contraire. Il s'agit d'une véritable nationalisation.

J'ai écouté quelques députés néo-démocrates hier soir. La canadianisation ne les intéresse pas. Ce qu'ils veulent, au fond, c'est la nationalisation. Voilà ce qu'ils veulent. Ils veulent nationaliser tout ce qui marche, respire ou se déplace. S'il s'agit de quelque chose qui produit, il faut s'empresse de la nationaliser. C'est complètement absurde.

En même temps, cette politique a pour résultat de forcer les Canadiens à acheter du pétrole importé au rythme de 500,000 barils par jour alors qu'il y a des surplus en Saskatchewan et en Alberta. On prévoit que d'ici la fin d'avril, la production sera réduite de 300,000 barils par jour en Alberta et de 50,000 barils par jour en Saskatchewan.

Les puits sont fermés. Les travailleurs sont licenciés. Nous importons du pétrole des pays de l'OPEP, du Venezuela et du Mexique à \$40 le baril. Les contribuables doivent payer \$17.32 le baril pour subventionner les importations alors que du

pétrole pouvant se vendre \$23,50 le baril n'est pas extrait. La vie des travailleurs canadiens est complètement perturbée. Ils perdent leur emploi, les entreprises ferment et on assiste à des saisies et à des faillites.

On se demande d'où vient cette désaffection observée chez les Canadiens de l'Ouest; c'est au NPD qu'il faut poser la question, car c'est en partie à lui que l'on doit le programme énergétique national. N'oublions pas que le gouvernement n'a pris le pouvoir et ne s'y maintient que grâce à son appui. Que les députés de ce parti aillent donc répondre aux doléances des habitants de la Saskatchewan et de tout l'ouest du Canada. Il y a des licenciements massifs dans ce secteur. Mais ce ne sont pas les sociétés multinationales qui sont touchées. Quels effets observe-t-on, monsieur l'Orateur? Déficit plus marqué de la Balance des paiements, dollar affaibli, taux d'intérêt élevés, confiance des investisseurs sapée, amertume, dissensions exacerbées. Pour reprendre les termes d'un article du *Edmonton Journal*:

Il est maintenant normal, dans la capitale fédérale, d'associer les entreprises privées à des exploitants et de ne pas leur faire confiance. Lorsque les entreprises connaissent des difficultés et sont forcées de licencier des milliers de travailleurs, elles gagnent alors une certaine crédibilité à Ottawa. Dans le cas contraire, elles s'attirent la méfiance des mandarins qui en font leur vache à lait.

Mes amis socialistes de gauche font d'ailleurs bon ménage avec ces mandarins.

Les sociétés prospères attirent les requins de la politique, à l'affût de l'argent facile à obtenir sans risque politique.

C'est là un aperçu de la politique actuelle de ce gouvernement. C'est certainement une philosophie partagée par ces drôles d'oiseaux là-bas qui n'ont jamais eu à se lancer en affaires et à payer des employés ou à produire quoi que ce soit. Ils ont en gros vécu comme des parasites aux crochets du Canada.

Quel bien le Programme énergétique national a-t-il fait dans ma circonscription, par exemple? En deux semaines, dans le village de Vermilion, une petite entreprise, la Bird Oil Limited, a mis à pied 20 ouvriers. Ces derniers travaillaient à la fabrication de réservoirs de pétrole. Les puits ayant fermé, ces 20 personnes se retrouvent chômeurs.

En novembre 1981, à Wainwright, en Alberta, une petite entreprise appelé Jerassic quittait le Canada, selon un article du *Star Chronicle* du 25 novembre, que je cite:

«C'est la chose la plus difficile qu'il m'ait été donné de faire.»

Ainsi s'exprime Jim Voll, qui a mis à pied 30 employés de chez nous et s'apprête à transporter en Oklahoma les derniers appareils de forage de la Jerassic Well Servicing encore à Wainwright.

La décision, affirme-t-il, découle des politiques provinciales et fédérales qui persistent à s'attaquer à la petite entreprise...

La crise de l'industrie pétrolière, provoquée par le gouvernement, laisse, à son avis, trop peu de travail pour que sa société puisse survivre.

Cette entreprise de Wainwright avait exploité ici même dix plates-formes de forage, mais elle a dû en envoyer six dans les champs pétrolifères de l'Oklahoma le printemps dernier. Les quatre dernières partiront avant la fin de l'année, de dire Voll, et le bureau de Wainwright fermera pour de bon.

Voilà ce qui arrive. En février, quatre entreprises de Lloydminster ont été mises en tutelle, entraînant la perte de 150 emplois. La société Petroserv Management qui possède et régit également les sociétés Weldex Machine Ltd., Midway Oilfield Services Ltd. et G and W Oilfield Services Ltd. est mise en tutelle. Pourquoi? A cause de la fermeture des puits de pétrole et de la crise que traverse l'industrie pétrolière en général.